



## La communication scientifique sauvée par l'«Open Access»

La raison d'être d'un périodique scientifique (*peer-review journal*) est de diffuser les nouvelles connaissances parmi une communauté de chercheurs. On assiste le plus souvent à une symbiose entre une discipline et ses journaux, chacun soutenant et nourrissant l'autre. A travers cette mission essentielle de diffusion, chaque revue participe au processus global de communication scientifique.

Les éditeurs commerciaux, acteurs traditionnels de cet échange, ont malheureusement profité de leur position privilégiée pour augmenter, régulièrement et sans réelles justifications, le prix des abonnements. Cela a généré de véritables aberrations, comme cet abonnement à *Brain Research* qui coûte plus de 30'000 francs par année. Leur tactique s'est avérée longtemps payante puisque leur chiffre d'affaires n'a cessé de croître. Plusieurs raisons expliquent cette situation: quasi-monopole, public captif, lecteurs non concernés par le paiement des abonnements, inertie des institutions et des bailleurs de fonds publics...

### La «crise des périodiques»

Mais l'heure des comptes a sonné. Aucune institution ne peut actuellement se permettre d'acquérir tous les titres nécessaires à son public, car les budgets d'acquisition ont, au mieux, été maintenus à leur niveau des années 1990. Cette évolution opposée du prix des abonnements et des budgets a conduit à ce qu'il est convenu d'appeler la «crise des périodiques». A titre d'exemple, l'Université de Genève a perdu 10% de ses abonnements entre 1992 et 2002, tout en dépensant 45% de plus pour les titres conservés. La conséquence est une baisse de l'offre pour le lecteur et, par extension, une diminution du lectorat potentiel pour chaque article. C'est ainsi que la mission première des journaux, la diffusion de l'information, n'est plus remplie correctement.

Face à l'immobilisme des éditeurs et afin de résoudre cette crise et de sauver la communication scientifique, le monde académique a développé une parade, le concept d'*Open Access*. Ce modèle préconise un renversement de paradigme: l'argent des institutions doit servir à soutenir la libre diffusion de l'in-

formation et non plus à payer l'accès restreint aux articles publiés. Tout lecteur peut ainsi consulter gratuitement les revues scientifiques, les coûts de production étant financés par les auteurs qui paient eux-mêmes leurs publications. Dans les faits, ce sont souvent les institutions auxquelles sont affiliés les auteurs, ou alors les organismes de subventionnement de la recherche, qui vont couvrir ces frais.

### Une centaine de titres

L'éditeur BioMed Central<sup>1</sup> est l'un des meilleurs exemples de ce concept, puisqu'il offre plus d'une centaine de titres biomédicaux en libre accès et propose un système de contribution institutionnelle pour les frais de publication. Grâce à la bibliothèque de la Faculté de médecine qui s'acquitte d'une cotisation (4500 francs pour 2004), les chercheurs de l'Université de Genève peuvent y publier gratuitement leurs articles. Lorsqu'on pense que le prix moyen d'un abonnement à un périodique de biomédecine est de plusieurs milliers de francs, on doit admettre que la solution de l'*Open Access* est vraiment digne d'intérêt, d'autant plus qu'elle s'accompagne d'un net élargissement du lectorat.

La communauté universitaire dans son ensemble (auteurs, rédacteurs, *reviewers*, lecteurs) doit se mobiliser et soutenir les revues en libre accès en les utilisant et en y soumettant leurs articles<sup>2</sup>. Puisque le dialogue avec les éditeurs commerciaux a échoué et que leur politique des prix nuit à la diffusion de l'information, c'est maintenant par notre action que le processus de communication scientifique va retrouver son souffle.

**Jean-Blaise Claivaz, Service de coordination des bibliothèques**

<sup>1</sup> [www.biomedcentral.com](http://www.biomedcentral.com)

<sup>2</sup> Le *Directory of Open Access Journals* recense tous les titres existants: [www.doaj.org](http://www.doaj.org)

**Si vous souhaitez réagir à un sujet d'actualité ou apporter un commentaire sur une problématique liée à l'Université, n'hésitez pas à nous contacter.**